



## Organisation des Nations Unies

# COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 25 AVRIL AU 9 MAI 2018

### MONUSCO :

**C'est l'une des consignes de la dernière résolution du Conseil de sécurité sur la République démocratique du Congo, la résolution 2409 dans laquelle il est demandé au Secrétaire général de soumettre par écrit un exposé de la situation politique en RDC tous les 30 jours.**

Le premier rapport a été transmis il y a quelques jours par Antonio Guterres à la Présidente du Conseil de sécurité. Il couvre la période allant du 21 mars au 26 avril dernier.

Le document de six pages relate les progrès réalisés aux niveaux politique et technique vers la tenue des élections du 23 décembre 2018 ainsi que des obstacles entravant l'application de l'accord du 31 décembre 2016.

Les bons offices menés par les Nations Unies, et notamment par la Représentante spéciale pour la RDC, Leila Zerrougui, sont décrits avec précision. Il s'agit de promouvoir le dialogue entre les acteurs politiques et encourager les partenaires régionaux et internationaux à maintenir leur engagement visant à créer des conditions propices à la tenue en temps voulu d'élections crédibles et pacifiques. Le document contient également des observations du Secrétaire général.

Ce dernier considère que des progrès dans la mise en œuvre des mesures de confiance envisagées dans l'accord de la Saint-Sylvestre sont indispensables pour apaiser les tensions politiques et créer un climat propice à la tenue d'élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous.

Il écrit également que la levée de l'interdiction de manifestations publiques contribuerait fortement à ouvrir l'espace politique, permettant ainsi au peuple congolais d'exercer librement ses droits civils et politiques.

Parmi ses autres observations, on peut retenir que le Secrétaire général engage le Gouvernement à prendre des initiatives pour augmenter le nombre de femmes se portant candidates.

Le document est public. Il est disponible sur le site web de l'ONU. Il vous sera également transmis à l'issue de cette conférence de presse.

En réponse à des questions relatives à **l'enquête sur le meurtre des deux experts de l'ONU** en mars 2017, le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies a apporté des précisions hier lors du point de presse quotidien tenu au quartier général de l'ONU à New York.

Il a confirmé que la semaine dernière, la MONUSCO et le mécanisme de suivi mis en place par le Secrétaire général avaient appuyé une opération menée par les autorités congolaises à Moyo Musuila dans le but de recueillir des éléments de preuve pertinents.

Cette opération a conduit à l'exhumation de deux dépouilles mortelles.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hg-mpiozo@un.org](mailto:monusco-hg-mpiozo@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

On nous informe que les autorités congolaises procèdent actuellement à des analyses criminalistiques de ces dépouilles et cherchent à établir leurs identités.

Ce n'est qu'une fois ces analyses terminés que pourront être déterminés les identités des victimes et leur pertinence pour l'enquête, le cas échéant.

**La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC et cheffe de la MONUSCO, Mme Leila Zerrougui, a effectué une visite dans le Maniema et le Sud-Kivu du jeudi 4 au lundi 7 mai 2018. C'était sa première visite de travail dans ces deux provinces depuis sa prise de fonction en février dernier.**

Au cours de cette visite, elle a eu des discussions à Kindu, à Bukavu et à Uvira sur les questions de l'heure avec les autorités politico-administratives, des représentantes des associations féminines, des membres de la société civile, des leaders des confessions religieuses, le personnel onusien, les ONG, des élèves filles cheffes de leurs classes de lycée, la communauté pygmée, ainsi qu'avec le médecin directeur de l'hôpital de Panzi, le Dr Denis Mukwege.

Plusieurs préoccupations ont été adressées à Mme Zerrougui notamment celles touchant au processus électoral, aux droits de l'homme et à l'exercice des libertés fondamentales, les défis sécuritaires et humanitaires ainsi que l'appui de l'ONU selon les mandats respectifs de ses agences et de la MONUSCO. A plusieurs reprises, Mme Leila Zerrougui a indiqué qu'il n'y a « pas de solutions individuelles », mais qu'il fallait travailler ensemble, dans l'inclusivité, pour évoluer. Cela, aussi dans le processus électoral, qui doit être apaisé, a-t-elle souligné, rappelant par la même occasion l'appui de la MONUSCO à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et au processus électoral.

Quant à la neutralisation des milices, la cheffe de la MONUSCO estime « qu'on ne peut pas régler le problème des groupes armés seulement par l'action militaire, il faut aussi d'autres actions, telles que des sensibilisations et d'autres plaidoyers.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hg-mpioso@un.org](mailto:monusco-hg-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

### Protection de l'enfant

Durant les deux dernières semaines, 54 cas de violations graves des droits de l'enfant ont été documentés dans l'est de la RDC, selon les rapports de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO. Parmi ces cas documentés, il est à noter que 35 enfants ont été séparés ou se sont échappés des groupes armés Nyatura, FDLR-FOCA, CNRD, Mayi-Mayi Charles, Mayi-Mayi Morgan, Mayi-Mayi Mazembe et Mayi-Mayi Yakutumba.

Certains de ces enfants ont été recrutés alors qu'ils étaient âgés de moins de 15 ans. Cela constitue un crime de guerre au regard des lois relatives à la protection de l'enfant. Dans les territoires de Djugu et Irumu, la section a vérifié un cas d'attaque contre une école par les FRPI. Cette attaque entrave le droit des enfants d'avoir accès à l'éducation. Les autres violations graves des droits de l'enfant concernent les cas de violences sexuelles (11 victimes), meurtre (1 victime), mutilation (1 victime) et enlèvement (1 victime).

Du 4 au 12 mai 2018, à Kananga et Tshikapa, le Groupe de travail technique conjoint UN/Gouvernement RDC pour les enfants et les conflits armés (GTTC) à travers la section Protection de l'enfant de la MONUSCO, l'UNICEF et l'UEPNDDR, organise des **ateliers de formation** sur les thématiques suivantes : procédures opérationnelles standards relatives à l'évaluation de l'âge, lutte contre l'impunité des auteurs de recrutement d'enfants, réforme du secteur de la sécurité et lutte contre les violences sexuelles. Près de 100 agents des FARDC, de la PNC, d'ONG locales impliquées dans la protection de l'enfant bénéficieront de cette formation visant à lutter contre le recrutement et l'utilisation des enfants.

La cheffe de la section Protection de l'enfant sera présente lors des ateliers afin de souligner l'importance et l'implication de tous pour l'élimination du recrutement d'enfants sur le territoire congolais. Il est à noter que les standards opérationnels représentent l'outil de référence d'évaluation de l'âge en RDC. Ils visent en premier lieu les enfants sortis des forces et groupes armés et peuvent également être utilisés dans tout autre contexte où la détermination de l'âge est impossible. Par conséquent, l'évaluation de l'âge aura lieu lorsque :

- Il n'y a pas d'acte de naissance, ou il y a des incohérences sur l'âge dans différents documents existants.
- Une personne semble avoir moins de 18 ans mais prétend être un adulte ; et vice-versa.
- Des informations indiquent qu'un individu pourrait avoir été recruté quand elle ou il avait moins de 18 ans, ou qu'une recrue pourrait avoir moins de 18 ans.

Le 5 mai dernier, à Bukavu, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Mme Leila Zerrougui, a pris part à la **cérémonie de remise officielle d'équipements informatique et solaire** pour le centre de formation professionnelle et de réintégration de Luhwinja, géré par l'ONG Action pour la Promotion de l'Enfant et la Femme (APEF).

Supervisé par la section Protection de l'enfant, ce projet à impact rapide vise à lutter contre le chômage des jeunes et leur exploitation dans les carrières minières de Luhwinja dans le territoire de Mwenga. En effet, ce projet contribuera à renforcer les capacités de ces jeunes en matière d'utilisation de l'outil informatique et à prévenir le recrutement au sein des groupes et milices armés.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Durant la période considérée, la section Protection de l'enfant a également **renforcé les capacités des membres du groupe de travail provincial de Bunia en matière de surveillance et de communication des violations graves des droits de l'enfant**. Cette formation visait à réactiver le mécanisme de communication d'information mais aussi à rappeler les techniques d'interview et de sécurisation des informations collectées.

A l'occasion de la **Journée mondiale de la presse**, la section Protection de l'enfant en collaboration avec la section Information publique de la MONUSCO, a organisé, le 3 mai à Butembo, une session de sensibilisation au profit de 200 journalistes sur le recrutement d'enfants par les groupes armés et l'exploitation des enfants pendant le processus électoral.

### Information Publique :

**Toujours dans le cadre du processus électoral en cours, l'équipe électorale MONUSCO-PACEC/PNUD en collaboration avec la CENI, ont organisé différentes activités de sensibilisation et de formation du 30 avril au 5 mai 2018 à Kananga, dans le Kasai central.** Le SEP/CENI appuyé par l'équipe a échangé avec les agents de la PNC sur la sécurisation du processus électoral. A cette occasion, les modules sur l'escorte du matériel, la garde des bureaux de vote et la gestion des files d'attente ont été abordés et la machine à voter a été présentée aux participants.

Par ailleurs, les séances de présentation de la machine à voter et de simulation du vote se poursuivent à Kananga et Tshikapa ainsi que dans les territoires des deux provinces. Diverses cibles, tels que les membres de la commission Justice et Paix, les enseignants et les étudiants, les députés provinciaux ont bénéficié de ces séances.

En outre, une vingtaine de notables de la ville de Kananga a bénéficié d'une séance de sensibilisation animée par la CENI le vendredi 4 mai 2018 avec l'appui logistique de l'équipe électorale (MONUSCO, PNUD/PACEC).

Entre temps, à Kalemie dans la province du Tanganyika, un **atelier de renforcement des capacités des femmes et des jeunes filles potentielles candidates aux élections de 2018** a démarré le lundi 7 mai 2018. L'atelier a pour but principal de contribuer à l'amélioration de la participation politique des femmes dans les instances de décisions par leur mobilisation et leur préparation à l'enregistrement des candidatures aux élections de 2018. 50 femmes et jeunes filles candidates potentielles de la province du Tanganyika ont été identifiées pour cet atelier organisé avec l'appui de la CENI, PNUD/PACEC/ONU FEMMES et la MONUSCO. Divers sujets seront abordés pour permettre une bonne compréhension de la loi électorale mais aussi il sera question d'examiner stratégies pour assurer leur éligibilité et l'élaboration d'un programme et d'un plan de campagne.

**Dans un autre chapitre, le Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Abdul Aziz Thioye visite du 8 au 10 mai la province du Kasai central.**

Au cours de cette visite de travail, il va rencontrer et échanger avec les autorités locales civiles et militaires dont le Gouverneur Denis Kambayi, le Général Assumani des FARDC et le commandant de la PNC.

Il va aussi participer à la clôture de la formation des commandants, conseillers juridiques, magistrats militaires et officiers de sécurité FARDC sur la lutte contre les violences sexuelles au sein de l'armée et contre le recrutement des

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

enfants dans les groupes et forces armés. Aziz Thioye rencontrera également les acteurs de la société civile et des organisations des droits de l'homme avant d'animer un point de presse face aux journalistes locaux.

A l'occasion de la célébration le 3 mai 2018 de la **Journée mondiale de la liberté de la presse**, la section de l'Information publique en partenariat avec l'Union Congolaise des Femmes des médias/Tanganyika et la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication de l'Université de Kalemie, a organisé à l'Université de Kalemie, une **conférence-débat sous le thème : « Médias, Justice et l'État de droit : les contrepois du pouvoir »**. En début de séance, la Résolution 2409 de mars 2018 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le mandat de la MONUSCO a été présentée aux participants, deux autres sous- thèmes ont fait l'objet d'exposés portant notamment sur « Justice et État de droit » développé par la section « Appui à la justice » de la MONUSCO et « le journaliste face aux élections » par l'Université de Kalemie.

La section de l'Information publique/ Kalemie a en outre pris part à la journée de réflexion organisée dans le cadre de la célébration de la **Journée internationale de la sage-femme** le 5 mai 2018, sous la coordination du Bureau UNFPA-Kalemie. La rencontre a eu lieu au tour du thème « Défis et projection de la profession Sage-Femme dans le Tanganyika d'ici 2020 ». A cette occasion UNFPA a fait un plaidoyer auprès des autorités provinciales afin d'augmenter le nombre de sages-femmes dans le Tanganyika et d'utiliser rationnellement les sages-femmes qui travaillent déjà dans les structures sanitaires de l'Etat et privées.

### Equipe de pays

#### **Résurgence de la fièvre hémorragique d'Ebola en RDC : déjà 2 cas confirmés et 17 décès enregistrés dans le territoire de Bikoro, en province de l'Equateur.**

La fièvre hémorragique d'Ebola refait surface en RDC. Le ministère de la santé publique l'a annoncé hier mardi 8 mai 2018 en confirmant 2 cas dans la zone de santé de Bikoro, dans la province de l'Equateur. Cette confirmation intervient cinq jours après que la division provinciale de la santé de l'Equateur ait notifié 21 cas de fièvre avec des signes hémorragiques et 17 décès communautaire à Ikoko Impenge, une contrée du territoire de Bikoro.

Selon le communiqué du Ministère de la santé publique, des dispositions de riposte ont été prises. Une équipe est à pied d'œuvre pour l'organisation de la prise en charge des cas, la recherche et le suivi des contacts. Dès ce matin, une équipe d'experts est partie de Kinshasa vers Bikoro avec un lot d'équipements appropriés pour superviser les investigations et l'organisation de la riposte sur le terrain.

Pour sa part, l'OMS a débloqué 1 million de dollars américains de son fonds de contingence pour les situations d'urgence afin de soutenir les activités d'intervention au cours des trois prochains mois dans le but d'enrayer la propagation du virus Ebola vers les provinces et pays voisins.

La République démocratique du Congo connaît ainsi sa neuvième épidémie de cette nature, depuis 1976, année à laquelle le premier cas a été enregistré à Yambuku dans l'actuelle province de la Mongala. La plus récente épidémie d'Ebola a été déclarée le 11 mai 2017 à Likati dans la province du Bas-Uélé. Elle avait été vite maîtrisée grâce à la mobilisation des efforts conjoints entre le Ministère de la santé publique et l'Organisation Mondiale de la Santé. Depuis le 2 juin de l'année dernière aucun nouveau cas n'a été enregistré jusqu'à ceux annoncés hier.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hg-mpioso@un.org](mailto:monusco-hg-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

### 1,6 million de personnes assistées en 2017 grâce au Fonds humanitaire en République démocratique du Congo

Le Fonds humanitaire de la RDC a alloué 35,8 millions de dollars américains en 2017, montant qui a permis d'assister directement au moins 1,6 million de personnes, dont 1,2 million de femmes et d'enfants à travers 43 projets humanitaire d'urgence, dont de nombreuses organisations non gouvernementales congolaises. Ce sont les résultats du rapport annuel 2017 du Fonds humanitaire publié il y a quelques jours.

L'action du Fonds au cours de l'année passée a été essentiellement en réponse à des risques de famine dus à la résurgence des mouvements de personnes dans les provinces de l'est, dans la région du Kasai et le Tanganyika. Ainsi, la sécurité alimentaire a été le secteur ayant le plus bénéficié de financements avec 10,2 millions de dollars américains. Plus de 330 000 personnes ont bénéficié de l'assistance alimentaire en 2017.

Huit pays donateurs ont contribué au Fonds humanitaire de la RDC pour un montant de 70 millions de dollars américains en 2017. Il s'agit de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Unis et de la Suède. Créé en 2006 à l'initiative des donateurs humanitaires pour soutenir la réforme humanitaire en RDC, le Fonds humanitaire RDC est l'un des plus vieux fonds humanitaires actuellement opérationnels à travers le monde.

Sous la direction du Coordonnateur humanitaire, le Fonds humanitaire RDC finance des projets humanitaires mis en œuvre par des ONG nationales et internationales et les Agences des Nations Unies dont l'objectif visé est de sauver les vies.

### Lancement du Programme intégré REDD-Oriental en RDC

L'un des quatre programmes de protection et préservation des forêts de la RDC à savoir le Programme intégré REDD-Oriental a été officiellement lancé à Kisangani le vendredi 5 mai par le Gouverneur de la Tshopo Constant Lomata en présence d'une centaine des participants dont les gouverneurs des provinces du Bas et du Haut-Uélé, des ministres provinciaux ainsi que des délégués des entités territoriales décentralisées et de la société civile.

Ce Programme vise à réduire la déforestation et la dégradation des forêts, et à améliorer durablement les revenus des communautés locales y compris les peuples autochtones, les femmes et les jeunes dans les zones cibles. C'est une Initiative du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) financée par l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) à travers le Fonds national REDD+.

La RDC est le premier pays à lancer la mise en œuvre des différents programmes sur les six pays retenus en Afrique centrale à savoir le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hg-mpioso@un.org](mailto:monusco-hg-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

La REDD+ (Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts) est une initiative visant à créer une valeur financière aux stocks de carbone dans les forêts, à offrir des mesures incitatives aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées et investir dans des modes de développement durable faibles en émissions de carbone.

### Situation militaire

**(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)**

Les principales informations de la semaine nous viennent des provinces de **P'Ituri**, **Nord-Kivu**, et du territoire de **Beni**.

En **Ituri**, la Force de la MONUSCO, poursuit la traque des éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) en soutien à l'armée congolaise dans le but de contrer leur activisme et assurer la protection des civils.

Dans ce contexte, des opérations conjointes MONUSCO -FARDC sont conduites depuis le 05 mai 2018 dans le territoire d'**Irumu**, visant la neutralisation du FRPI et la création d'un environnement sain et sécurisé garantissant la liberté de mouvement pour la population locale.

Par ailleurs, dans la continuité des efforts visant à encourager le retour des déplacés et la normalisation de la situation sécuritaire dans le territoire de **Djugu**, une nouvelle base temporaire a été ouverte le 26 avril 2018 à **Nioka** (115 kms Nord-Est de **Bunia**) après la fermeture de la base de **Fataki**. Ce déploiement vise à faciliter les activités humanitaires, dissuader les activités négatives et soutenir les autorités nationales et locales dans l'accomplissement de leurs missions régaliennes.

Dans la province du **Nord-Kivu**, la Force de la MONUSCO demeure proactive, et continuera de maintenir une forte pression sur les éléments négatifs, par un déploiement accru des patrouilles pédestres, motorisées et d'hélicoptères, de jour comme de nuit. Ainsi, des déploiements tactiques et des patrouilles de longue durée ont été actionnées au niveau des endroits touchés par les actes de violence en vue d'assurer la sécurité de diverses communautés, villages et segments de la société.

Dans le territoire de **Beni**, la Force de la MONUSCO continue à mobiliser toutes ses ressources disponibles afin de mieux répondre au défi de la protection des civils.

Dans ce cadre, les unités de la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) conjointement avec le secteur centre ont intensifié leurs opérations le long des axes **Oicha- Eringiti** et **Beni-Kasindi** en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF).

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Au cours de ces opérations, une panoplie d'activités militaires a été mise en œuvre, comme la projection de patrouilles robustes de jour et de nuit, la conduite de patrouilles pédestres dans les villages et également le lancement de patrouilles de domination de terrain.

Enfin, la MONUSCO continue de maintenir un important dispositif sécuritaire à **Beni** en étroite collaboration avec les forces de sécurité congolaises afin de rassurer la population locale et éviter des incursions et des actes de violence par les groupes criminels.

**Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : [monusco-hq-mpioaso@un.org](mailto:monusco-hq-mpioaso@un.org) - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13